



**Etudes et Initiatives Prospectives pour l'Afrique**  
71, Rue Raffénel x Av. G. Pompidou  
Dakar (Sénégal)

## Offre technique relative à

**L'ETUDE SUR L'IMPACT DES POLITIQUES D'INVESTISSEMENT SUR  
L'EMPLOI ET LA PAUVRETE AU SENEGAL (IPRE)**

**"Jfa-Pressa - Etude Ipre / Bureau OIT Dakar**

**Spécialiste en sciences humaines : Volet "Participation et bonne gouvernance"**

***Dakar, novembre 1999***

---

**E.I.P.A. s.a.r.l au capital de 8 600 000 F.CFA**  
Tél : (221) 823 18 93 - Fax : (221) 823 42 73 - B.P : 22 618 Dakar Ponty - E-mail : [eiipa@syfed.refor.sn](mailto:eiipa@syfed.refor.sn)  
RC : 98.B.1489 - NINEA : 0290437 - N° C.C : 202 861 /A - NITI : 202 202 861 /A

Depuis quelque quatre ans, l'économie sénégalaise a connu une relative croissance (environ un croît de + 5 points). Ce qui a induit, entre autres i) une réduction notable du déficit des finances publiques, ii) une maîtrise de l'inflation, iii) un accroissement sensible du taux d'épargne intérieure, iv) une augmentation du taux d'investissement. Cependant, force est de constater que cette croissance macro-économique n'a pas encore fait corps avec le quotidien des Sénégalais, notamment de certaines couches comme les jeunes, les femmes où l'on note un taux de chômage ou d'inactivité assez préoccupant. De manière plus générale, l'on note qu'une forte proportion de la population (30% à 60%) vit dans la pauvreté.

Pendant une certaine période, les Pouvoirs publics n'ont pu, dans leur quête de juguler certains aspects négatifs des programmes d'ajustement, se départir effectivement de ce qu'on pourrait appeler la logique de l'immédiat, c'est-à-dire parer au plus pressé et ce de manière pas toujours globale, durable. En vue de remédier à une telle tendance, le Plan d'action pour l'emploi au Sénégal (1998), le Programme national de lutte contre la pauvreté (1999) ambitionnent de contribuer à un développement humain durable qui passerait notamment par une atténuation très notable du chômage et de la pauvreté. Et l'Etude sur l'impact des politiques d'investissement sur l'emploi et la pauvreté (IPRE) entend contribuer à une meilleure répartition et à l'amélioration de l'efficacité de tout ce qui est ou sera investi (aussi bien par les pouvoirs publics nationaux et/ou locaux, que par le privé, la société civile) pour promouvoir l'emploi notamment chez les femmes et les jeunes, afin de lutter contre la pauvreté.

## **1 COMPREHENSION DE L'OBJET ET DU RESULTAT ATTENDU**

Le "Rapport sur les Investissements pour l'Emploi apte à réduire la pauvreté (IPRE) qui constitue la finalité de la présente étude, se veut d'être comme une sorte *d'audit prospectif* en ce qu'il cherche à apprécier, évaluer ce qui a été fait jusque là dans le sens de la lutte contre le sous-emploi source de pauvreté principalement chez les femmes et les jeunes, afin d'indiquer les voies et moyens les plus pertinents pour la maximisation des moyens institutionnels, humains, matériels et financiers qui devraient être mobilisés pour accroître des emplois contribuant à atténuer la pauvreté. Ce qui revient à identifier et à jeter les bases d'une efficacité des investissements dans les domaines sus mentionnés.

Relativement à la Participation et la Bonne Gouvernance, il s'agira d'évaluer notamment le degré d'implication, de responsabilisation (potentielle et effective) des collectivités locales, de certains segments des partenaires sociaux, dans l'estimation des besoins et capacités en investissements pour des emplois dans leurs terroirs, leurs zones et

domaines d'intervention. Une bonne connaissance et maîtrise des besoins, aspirations et capacités des femmes et des jeunes concernés par cette problématique sera aussi de mise.

En vue d'y parvenir, il importe de faire connaître et reconnaître (car les agents sociaux ne s'investissent effectivement que quand les coûts de leurs actions sont inférieurs aux profits socio-économiques, culturels, symboliques, etc. qu'ils en tirent) certains avantages ou corrélations (tels que mis en exergue par les Termes de référence de l'étude-page 7) entre Bonne gouvernance, transparence, équité, démocratie participative et emplois aptes à réduire la pauvreté.

✓ 1. *La stabilité sociale gage d'une rentabilité des investissements :*

Il est admis que tous les acteurs sociaux, économiques, tiennent à la rentabilité de leurs investissements. Si celle-ci peut être obtenue avec la durée, il apparaît aussi nettement que la stabilité des institutions politiques et administratives, la paix sociale, constituent des conditions nécessaires d'une rentabilité. L'investissement pour l'emploi ne doit point apparaître comme un travail de Sisyphe.

✓ 2. *La responsabilisation, la transparence doublées d'un arsenal réglementaire facilitateur d'investissements pour l'emploi :*

L'implication de tous les partenaires en particulier la Société civile dans une gestion transparente, équitable des affaires publiques est une garantie pour la paix sociale et par conséquent, participe de la réduction du climat de suspicion, d'éventuelle défiance par rapport aux Pouvoirs publics. Conséquemment, les investisseurs étrangers en particulier, se trouvent mis en confiance, rassurés quant à la sécurité de leurs capitaux. Dès lors, un dispositif législatif et réglementaire avec des procédures souples, simplifiées, rapides, ne peuvent que constituer des mesures d'incitation et de renforcement en direction de promoteurs d'emplois.

✓ 3. *Une Politique de décentralisation administrative favorisant des investissements créateurs d'emplois décentralisés :*

Une gouvernance locale plus forte, un système démocratique renforcé apparaissent comme des valeurs, des buts largement partagés par l'ensemble des acteurs de la vie nationale. En vue de conforter la bonne gouvernance au Sénégal, le rôle de l'Etat central doit être repensé dans le sens d'une implication et d'une responsabilisation plus accrues des autres acteurs. Certes la régionalisation est devenue une réalité mais force est de constater que les collectivités locales n'ont pas encore totalement assumé les compétences qui leur sont dévolues. La société civile, notamment ses segments « regroupements communautaires à la base », « associations professionnelles », reste encore peu prépondérante dans l'espace

de la gouvernance. Elle demeure pour l'essentiel, à la périphérie. C'est pourquoi, il importe d'imaginer non seulement des mécanismes de promotion d'une fonction publique locale efficace, mais aussi et surtout un environnement propice à la création d'emplois non salariés mais générateurs de revenus substantiels par des organisations impliquées dans le développement social local.

✓ 4. *La prise en charge effective des préoccupations de la base :*

L'approche par « potentialité économique » consistant à identifier un secteur économique porteur, structurant (« vache à lait ») pour chaque localité peut être un créneau porteur. Elle permet entre autres, de déterminer les part et place de la collectivité, des populations, des agents économiques de la localité, dans la mobilisation des moyens de financement, d'exécution des plans locaux de développement, ainsi que la prise en compte des véritables préoccupations et besoins des bénéficiaires. Autrement dit, par cette approche de planification participative, l'on impulserait des mécanismes d'auto-financement par les acteurs concernés qui pourraient toujours bénéficier des avantages d'une coopération décentralisée bien pensée.

✓ 5. *La mise en œuvre de mécanismes de participation au processus de prise de décision :*

En promouvant une « demande impérieuse » des différents acteurs (notamment de la base) concernés par la Participation et la Bonne Gouvernance favorisant des investissements pour l'emploi grâce notamment au "besoin aspirant" (en faisant reconnaître, apprécier les avantages d'une implication de tous dans la détermination des objectifs de développement du terroir), il se créera une sorte d'accoutumance qui fera que les acteurs s'approprient les principes fondamentaux de la Bonne Gouvernance, de l'esprit de responsabilité et deviendront ainsi des vecteurs, des relais pour non seulement la dissémination de ces nouvelles postures, mais aussi et surtout leur approfondissement au travers d'un processus irréversible. En d'autres termes, la gestion participative érigée en règle connue et reconnue par tous les acteurs concernés, peut favoriser des investissements pour l'emploi.

✓ 6. *Le(s) type(s) et domaine(s) de participation souhaitables et les profits escomptés et/ou tirés par cibles de l'Ipre :*

Une approche "Top-Down", par son caractère centralisateur, peut contribuer à perpétuer la dépendance du niveau local qui reste ainsi toujours sous tutorat. En inversant définitivement cette tendance inhibitrice des possibles initiatives de la base en particulier, de tous les partenaires en général, l'on peut, dans un véritable "processus d'accompagnement", mieux déterminer les types et domaines de participation aux

investissements pour l'emploi les plus conformes au profil socio-culturel des bénéficiaires (cf. planification participative).

✓ **7. Les axes de réflexion et d'action pour une accélération de la participation effective des parties prenantes :**

Selon les Gouverneurs africains de la Banque mondiale, "sans information crédible, sûre et donnée sans retard, les décideurs des secteurs public et privé ne peuvent avoir une idée claire de ce qui se passe réellement ; ils ne peuvent pas non plus suivre l'impact physique, social et politique de leurs décisions". La même chose reste valable pour la société civile. Il n'y a pas de processus de développement qui puisse être durable sans la participation d'une population informée. Les espaces d'écoute, d'échanges, de concertation contribuent à libérer des initiatives individuelles et/ou collectives et du coup, permettent de déterminer ce que veulent réellement les partenaires-cibles, les potentialités dont ils disposent, les contraintes qui peuvent faire obstacle à l'atteinte des résultats escomptés.

Il reste entendu que pour chacune des questions sus mentionnées, il s'agira, autant que faire se peut, de cerner les contraintes qui peuvent compromettre ou retarder leur réalisation, tout en mettant en exergue le cas échéant, les opportunités à maximiser.

## **2 PRINCIPAUX AXES D'INVESTIGATION ET D'ANALYSE**

Ici, il s'agira moins d'indiquer un plan au sens où ce dernier renvoie à l'architecture d'une rédaction finale, que de proposer des axes, des pistes d'investigation, d'analyse permettant de mieux cerner les principaux enjeux, problèmes, etc. que peut soulever l'étude à réaliser et pouvoir du coup avancer des recommandations pertinentes.

- Quelques caractéristiques de l'environnement socio-économique actuel comme par exemple i) la place de plus en plus importante des ONG, GIE, Regroupements communautaires à la base dans la mise en œuvre de programmes de développement, ii) le poids relativement important du secteur "informel" dans l'économie sénégalaise, iii) la relative prégnance de certaines valeurs comme la solidarité familiale, iv) le nouvel espace de l'offre et de la demande en matière d'emploi, de revenus, notamment les handicaps socio-culturels pour une politique d'investissement en matière d'emploi) ;
- L'appréciation des programmes et/ou politiques d'emploi initiés auparavant en termes d'objectifs, de cibles, de processus d'élaboration, de mécanismes de mise en œuvre, de suivi-évaluation, d'impact ;

- La revue critique du Plan d'action pour l'emploi et du Programme national de lutte contre la pauvreté, notamment sous l'angle de la convergence des objectifs et résultats attendus, de leur articulation à une politique d'intégration économique sous-régionale ;
- Les acquis et faiblesses de la nouvelle politique de décentralisation et de déconcentration ; les zones de convergence et/ou de divergence entre Etat central et acteurs émergents (ONG, collectivités locales, etc.) ;
- Le degré de corrélation entre démocratie participative et pauvreté ;
- Le degré de corrélation entre démocratie participative, bonne gouvernance et développement humain durable ;
- Le degré de corrélation entre l'emploi et la "réalisation individuelle" avec par exemple leurs impacts sur la famille, la stabilité sociale ;
- Les caractéristiques socio-culturelles des principales cibles du programme IPRE et leurs demandes les plus fortes en matière d'emploi et de revenus ;
- L'identification de secteurs émergents porteurs pour la création d'emplois ;
- Les facteurs et moyens de mobilisation des différentes parties prenantes dans une politique d'investissement en faveur de l'emploi apte à réduire la pauvreté ;
- Des éléments de pérennisation d'investissements en faveur de l'emploi.

### **3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**

#### **3.1 Démarche générale**

En vue d'atteindre les objectifs qui lui sont fixés, le consultant envisage d'effectuer une analyse de l'espace de l'offre et de la demande en matière de participation et bonne gouvernance, d'emplois et de pauvreté qui, comme tous les champs socio-économiques, sont un espace de lutte, de concurrence avec des enjeux, des acteurs qui développent des stratégies implicites et/ou explicites déterminées par, d'une part leur position dans cet espace de forces, le capital spécifique dont ils disposent d'autre part.

Autrement dit, il s'agira d'identifier les principaux agents actifs dans le champ précité, de cerner leur conception, vision de la Participation, de la Bonne Gouvernance, de l'emploi et de la pauvreté, en vue d'une mise en œuvre conséquente d'une politique atténuant la pauvreté grâce notamment à la promotion de l'emploi. Cette démarche devrait permettre de définir une stratégie pertinente d'ancrage, d'amplification et de pérennisation d'une Bonne Gouvernance comme pré-supposé et/ou élément constitutif d'investissements pour l'emploi au Sénégal.

- Diourbel et Tambacounda, des régions qui ont les indices de développement les plus faibles du Sénégal et où s'exécute, entre autres, le Programme de Lutte contre la pauvreté ;
- Kolda, pour son enclavement relatif et le très faible développement du secteur industriel dans la région.



# CURRICULUM VITAE

(Abrégé)

**Boubacar NIANE**

Né le 3 mars 1949 à Thiès (Sénégal)

Marié, père de deux enfants

## Adresse professionnelle:

E.I.P.A

71, Rue Raffanel x Av. G. Pompidou

BP 22618 Dakar Ponty

Tél (221) 823 18 93

Fax (221) 823 42 73

e-mail : [bniane@syfed.refer.sn](mailto:bniane@syfed.refer.sn)

## Domaines d'intérêt

- Analyse d'orientation et de gestion de développement
- Dynamiques sociales
- Gouvernance locale
- Education et Formation

## FORMATION

### Diplômes :

- Diplôme de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), Paris, 1987.
- Doctorat 3è cycle de Sociologie, Université de Dakar, 1984.
- Certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur de l'enseignement, Ecole normale supérieure, Dakar, 1982.
- Certificat de spécialisation : Psychologie, Université de Dakar, 1980.
- Maîtrise es-lettres (philosophie, dominante sociologie), Université de Dakar, 1979.

### Autres connaissances :

- **Anglais** : lu et écrit : Assez-bien ; parlé : passable
- **Informatique** : Bonne maîtrise de l'outil informatique
- **Journalisme**
- **Techniques d'animation de groupes**
- **Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARP)**
- **Elaboration, Suivi, Evaluation de projet**

## DISTINCTIONS :

- Chevalier de l'Ordre national du Lion (Sénégal)
- Prix du meilleur Diplôme de l'EHESS (Paris), 1987

## EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

\* Depuis septembre 1998, Directeur du Bureau d'Etudes et de Recherche E.I.P.A. (Etudes et Initiatives Prospectives pour l'Afrique)

\* Janvier 1997 - Juin 1998 : Directeur de Cabinet du Ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature

\* **Décembre 1993- Janvier 97** : Conseiller Technique au Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature (MEPN), chargé de la Planification, de la Coopération, des questions scientifiques et de Recherches, de l'évaluation des projets soumis au Département et du suivi des Projets sous tutelle de ce Département ;

Entre autres :

- Co-rédacteur du document d'orientation du MEPN 1994-1997 ;
- Membre du groupe partenariat / responsabilisation avec l'USAID ;
- Point focal pour le Sénégal du Programme G.L.O.B.E. initié par le Vice-Président des USA
- Coordonnateur du Projet "Etude des processus d'élaboration des politiques environnementales au Sénégal (financé par le CRDI).

\* **Décembre 1992 - Décembre 1993** : Coordonnateur de la composante scolarisation des filles du Projet de Développement des Ressources Humaines (PDRH2)- Ministère de l'Education nationale

\* **Mars 1991 - Décembre 1993** : Chef de la Division de la réforme de l'éducation (Direction de la planification et de la réforme de l'éducation) : chargé de la coordination et de l'impulsion de la réforme du système des enseignements préscolaire, élémentaire et moyen. Membre, à ce titre, du Comité de pilotage du Projet Appui à l'Ecole nouvelle (PAEN) financé par l'UNICEF.

\* **1987-1991** : Chef de la Division de la planification et du suivi à la Direction de la réforme de l'éducation et de la formation au MEN. : chargé de la programmation et du suivi de la réforme de l'éducation et de la formation.

\* **1984-1987** : Etudes post-doctorales en France (EHESS).

\* **1982-1984** : Encadreur à l'Ecole normale régionale (ENR) de Saint-Louis : Responsable de la conception, du suivi de la formation pratique des élèves-maîtres de l'ENR : chargé de cours de philosophie et sociologie de l'éducation.

#### **Conférences - séminaires- ateliers**

Participation à de nombreux séminaires, ateliers parmi lesquels :

- Colloque de l'Institut Français de Recherches en Afrique-Centre Ibadan : La restructuration des universités en Afrique Sud Sahara (Ibadan - Nigéria, octobre 1998)
- Colloque CEAN-IEP Bordeaux / Université de Boston : "La France, les Etats-Unis et l'Afrique", (Bordeaux, mai 1997) ;
- Consultation régionale sur les Perspectives de l'Environnement Mondial, PNUE (Nairobi, août 1996)
- Atelier sur la "Gestion du cycle de projet" organisé par la C.E.E (Dakar, juillet 1995) ;
- Consultation régionale sur l'évaluation de l'Environnement organisée par le CILSS et le PNUE (Niamey, juin 1995) ;
- Atelier sur le Service interactif organisé par l'USAID dans le cadre de son plan de "réingénierie" (du 31 mai au 2 juin 1995)
- Personne - ressource au Forum national sur la scolarisation des filles au Sénégal organisé par le Ministre Délégué chargé de l'Education de Base et des Langues nationales (Fatick, avril 1995)
- Personne - ressource de l'Atelier sur la Scolarisation des filles au Sahel organisé par la Banque Mondiale et le BRENDA (Dakar, janvier 1994)
- Personne - ressource de l'Atelier sur le plan d'action en faveur de la scolarisation des filles au Sénégal (Saly, septembre 1994)
- Représentant du Sénégal à la première Conférence panafricaine sur l'Education des filles à Ouagadougou (Burkina-Faso) du 28 mars au 1er avril 1993

## **ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE RECHERCHE**

### **Enseignement**

\* De 1992 à 1996 : chargé de cours à la section sociologie de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de l'Université C. Anta Diop de Dakar.

\* 1993/94 : chargé de cours de sociologie à l'Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaire de Dakar.

### **Groupes de recherche :**

\* Participation au projet "Intelligence de l'Europe", (Etude comparée des institutions de formation de cadres dirigeants - réalisée pour le Ministère français de la recherche par le Centre de sociologie européenne, le Collège de France, l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, la Maison des sciences de l'homme, Paris ).1991/1992

\* Membre du Réseau de recherche "Etude comparée des institutions de formation des cadres dirigeants constitué depuis 1989 avec des chercheurs de plusieurs pays (Suède - France - Grande Bretagne - Norvège - Roumanie - Hongrie -Grèce - Finlande - Italie - Algérie - Sénégal )

\* Coordonnateur du Réseau d'échanges et de recherches sur les jeunes, l'éducation et la formation constitué avec l'appui de la Maison des Sciences de l'Homme (Paris) entre des chercheurs français et sénégalais.

\* Collaborateur de l'Institut Français de Recherche en Afrique (Centre d' Ibadan - Nigéria) : Recherches sur le recrutement des élites et la crise des systèmes de formation en Afrique noire.

### **Recherches menées :**

- Cas d'une sociologie de l'innocence : l'Informel au Sénégal (en cours)
- Nouvelles élites et restructuration des universités africaines : cas du Sénégal (en cours)
- Formation de l'élite politico-administrative dirigeante et transformation du rôle de l'Etat au Sénégal
- Analyse des nouvelles tendances de la formation des cadres au Sénégal et de la place de l'état dans cette formation à partir de données statistiques sur les filières choisies par les étudiants et stagiaires sénégalais à l'étranger et d'une enquête sur trois instituts de formation de cadres supérieurs au Sénégal (CESAG - COFEB - IDEP), janvier 1992
- Enquête et analyse du processus de constitution des deux premières générations de l'élite politico-administrative et des mécanismes du renversement des instituteurs en faveur des énarques.
- Enquête sur les conditions de formation, de travail et de vie des enseignants sénégalais de 1960 à 1980 ainsi que sur leurs activités professionnelles, syndicales, etc.
- Analyse sociologique des différents types d'écoles de formation d'instituteurs mises en place depuis 1903 au Sénégal.

### **Voyages d'études et de recherche :**

\* Depuis 1988, séjour annuel d'un mois en France sur invitation de la Maison des Sciences de l'Homme (EHESS) de Paris ;

\* Septembre - Octobre 1995 : "International Visitor Program" de l'USIA avec comme thèmes : éducation relative à l'environnement - économie de l'environnement - planification des ressources naturelles et de l'environnement

\* Août 1994 : "Study Tour" aux USA autour du thème : "Décentralisation de la gestion des ressources naturelles"

\* Novembre - Décembre 1992 : A l'invitation de la Fondation Paul Gérin Lajoie, séjour au Canada : les projets éducatifs au Québec.

#### Publications :

\* Les effets de l'internationalisation sur les écoles de gestion, Table ronde du colloque « Les écoles de gestion et la formation des élites », *Information sur les sciences sociales*, SAGE Publications, Londres, vol. 37, 1, mars 1998, pp. 183-189

\* De la facilité d'un pouvoir - l'alternative à l'Etat central, Actes du colloque *Formation des élites et culture transnationale*, Moscou 27-29 avril 1996

\* Co-réalisateur du "Dictionnaire visuel africain", Montréal, Editions Québec/Amérique - CODE, 1995

\* L'élite sénégalaise face à l'international, in Broady D., Saint Martin M. de, Palme M. (eds), *Les Elites. Formation, reconversion, internationalisation*, Actes du colloque de Stockholm (24-26 sept. 1993) Paris, CSEC, EHESS, Stockholm : FUKS, Lararhögskolan, 1995.

\* Le transnational, signe d'excellence, "Actes de la recherche en sciences sociales", Paris, n° 95, décembre 1992, pp. 13-25

\* *Les facteurs de la sous-scolarisation des filles au Sénégal*, Dakar, MEN/DPRE, 1992

\* L'Université de développement et de recherche : cas du Sénégal, *Afrique Espoir*, Dakar, n°3, Avril-juin 1991, pp. 14-16.

\* Des énarques aux managers. Mécanismes de promotion au Sénégal, *Actes de la recherche en sciences sociales*, Paris, n° 86/87, Mars 1991, pp. 44-57.

\* "Des instituteurs aux énarques : l'École normale de William Ponty, l'École normale supérieure, l'École nationale d'administration dans le processus de formation de la classe dirigeante au Sénégal", Paris, EHESS, 1987

\* "Les enseignants sénégalais : contribution à l'étude d'un groupe socio-professionnel", Université de Dakar, 1984

\* L'image sociale des instituteurs sénégalais, *Educacion et société*, Département de Philosophie de l'Université de Dakar, vol.1, n° 1, 1982, pp. 61-112.

\* "La formation des instituteurs au Sénégal", Université de Dakar, 1979

#### ACTIVITES DE CONSULTANCE

\* L'influence des dynamiques communautaires dans la réussite des programmes d'alphabétisation fonctionnelle et de modèles alternatifs (Commanditaire Projet d'Appui au Plan d'Action de l'Alphabétisation - mai 1999) Financement ACDI

\* Implication possible des Collectivités locales dans le processus de mise en œuvre du Programme d'Alphabétisation Priorité Femmes (Commanditaire AGFTIP / DAFB - janvier 1999) Financement Banque Mondiale (IDA)

\* Décentralisation de la chaîne fiscale (Volet besoins en personnels et formation sous-traité par Sada-

Consulting) Commanditaire ACDI – janvier 1999

- Elaboration du Programme d'Appui du PNUD au Programme de Bonne Gouvernance au Sénégal (Volet Approfondissement de la Démocratie et de la Décentralisation sous-traité par CEMA-Afrique), Commanditaire PNUD, octobre 1998
- Etude sur les processus d'élaboration des politiques environnementales au Sénégal (Rapport de synthèse commandité par le Centre de Suivi Ecologique – sept. 98
- Pour la GTZ (Coopération technique allemande) : Projet de Programme Sénégal-Allemand de Gestion durable des Ressources naturelles (1996 )
- Pour l'Organisation Canadienne pour l'Education au service du Développement (OCED) : Co-réalisateur du Dictionnaire Visuel Africain (1993 - 1995)
- Chargé de l'étude sur les facteurs de sous - scolarisation des filles au Sénégal (Projet Appui à l'Ecole nouvelle financé par l'UNICEF) Mars - Novembre 1992